

Cote du document:	EB 2009/97/R.23/Rev.2
Point de l'ordre du jour:	11 d) i)
Date:	22 avril 2010
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F

Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à l'État de Piauí de la République fédérative du Brésil pour le

Projet de développement durable dans la région semi-aride de l'État de Piauí (Programa de Desenvolvimento Sustentável no Semi-Árido – Viva o Semi-Árido no Estado de Piauí)

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session
Rome, 14-15 septembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Iván Cossio

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2343
courriel: i.cossio@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	7
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	8
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

CCSA	Coordenadoria de Convivência com o Semiárido (Bureau de la coordination du développement de la région semi-aride)
EMATER	Entreprise d'État d'assistance technique et de vulgarisation
PRONAF	Programme national de renforcement de l'agriculture familiale
SEDUC	Secrétariat à l'éducation
SEPLAN	Secrétariat à la planification
SETRE	Secrétariat au travail et à la création d'entreprise
S&E	suivi et évaluation

Recommandation pour approbation

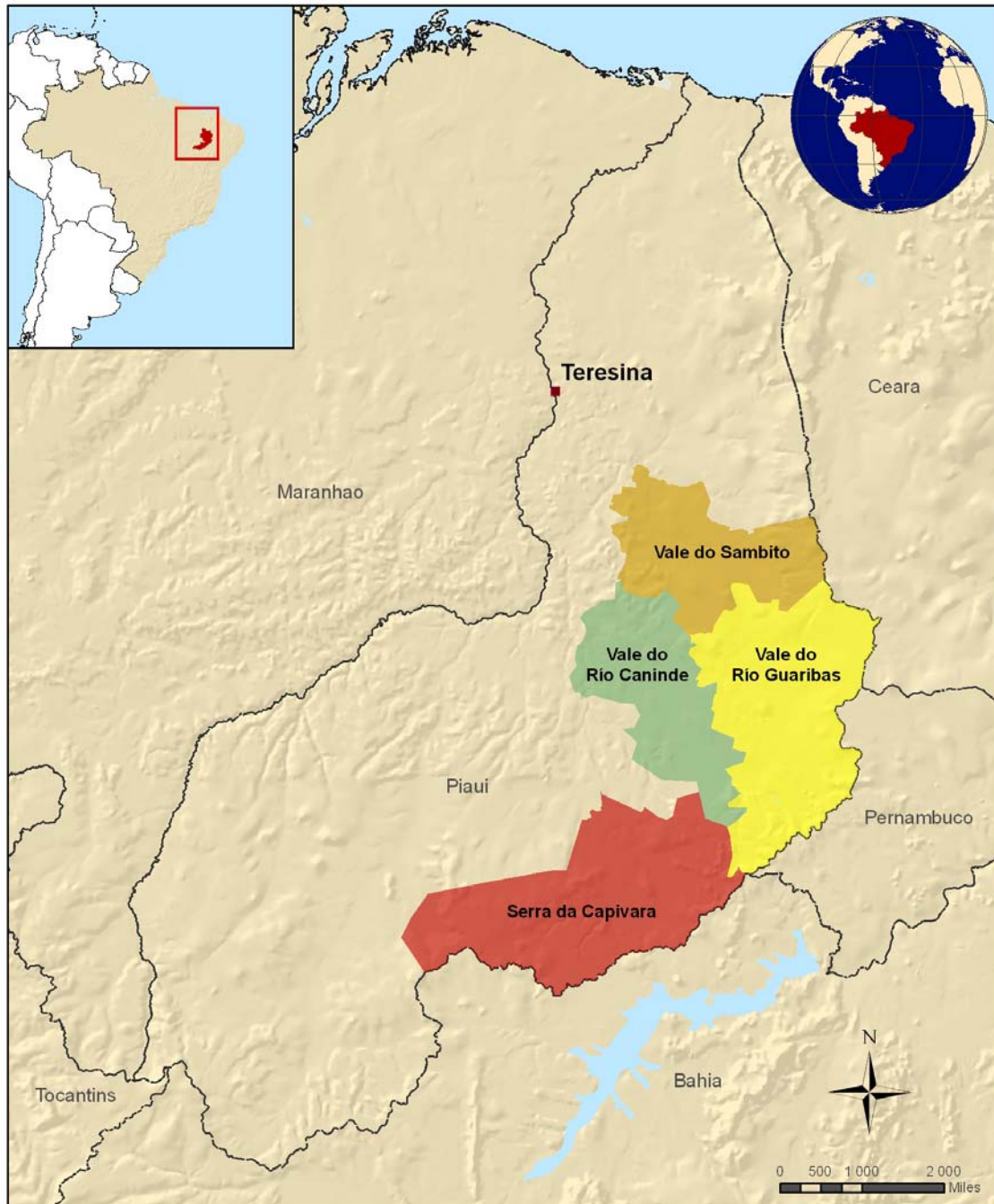
Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de l'État de Piauí de la République fédérative du Brésil pour le projet de développement durable dans la région semi-aride de l'État de Piauí (Programa de Desenvolvimento Sustentável no Semi-Árido – Viva o Semi-Árido no Estado de Piauí), telle qu'elle figure au paragraphe 40.

Carte de la zone du projet

Brazil

Piauí Semi-arid Project

Territories of the project area



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

État de Piauí de la République fédérative du Brésil

Projet de développement durable dans la région semi-aride de l'État de Piauí (Programa de Desenvolvimento Sustentável no Semi-Árido – Viva o Semi-Árido no Estado de Piauí)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	État de Piauí de la République fédérative du Brésil
Agent principal du projet et organisme d'exécution:	Secrétariat à la planification (agent principal du projet) ^a et Coordenadoria de Convivência com o Semiárido (Bureau de la coordination du développement de la région semi-aride) (organisme d'exécution) ^b
Coût total du projet:	39,14 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12 770 903 DTS (équivalant approximativement à 20,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Contribution de l'emprunteur:	12,47 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,67 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

^a Représentant institutionnel du gouvernement et homologue officiel du FIDA dans le cadre de ce projet.

^b Responsable des activités courantes du projet et organisme hébergeant l'unité de gestion du projet.

Proposition de prêt à l'État de Piauí de la République fédérative du Brésil pour le projet de développement durable dans la région semi-aride de l'État de Piauí (Programa de Desenvolvimento Sustentável no Semi-Árido – Viva o Semi-Árido no Estado de Piauí)

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le taux élevé de pauvreté rurale, la vulnérabilité environnementale et le potentiel économique considérable de la région semi-aride de l'État de Piauí constituent les principaux arguments en faveur de la réalisation du projet. Au cours des deux dernières décennies, la mise en place des infrastructures sociales a beaucoup progressé dans le cadre de programmes du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'État et d'un projet de réduction de la pauvreté financé par la Banque mondiale. Cependant, les ressources consacrées aux mesures visant à aider les travailleurs ruraux dépourvus d'actifs et les petits agriculteurs à donner la pleine mesure de leur potentiel économique ont été nettement moins importantes. Le projet proposé vise précisément à combler cette lacune en exploitant le potentiel économique de la zone du projet afin d'y créer des emplois durables et des possibilités de revenu pour le groupe cible. Les interventions à caractère économique seront alignées sur les actions visant à améliorer la gestion des ressources naturelles et complétées par des activités d'"apprentissage contextualisé" et d'enseignement technique, dans le cadre d'une approche de développement intégrée.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à l'État de Piauí de la République fédérative du Brésil un prêt d'un montant de 12 770 903 DTS (équivalant approximativement à 20,0 millions d'USD) à des conditions ordinaires pour contribuer au financement du projet de développement durable dans la région semi-aride de l'État de Piauí (Programa de Desenvolvimento Sustentável no Semi-Árido – Viva o Semi-Árido no Estado de Piauí). Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Brésil au titre du SAFP est de 50,41 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La dette extérieure de l'État de Piauí est gérée dans le cadre d'une politique financière rigoureuse du gouvernement fédéral. Ce dernier a permis au gouvernement de l'État de Piauí d'emprunter 20 millions d'USD auprès du FIDA et s'est dit disposé à signer un accord de garantie. Par conséquent, l'État de Piauí est en mesure d'absorber le prêt proposé et d'en assurer le service.

Flux de fonds

5. Les fonds provenant du prêt du FIDA passeront par un compte administré par le gouvernement de l'État de Piauí et seront versés au Coordenadoria de Convivência com o Semiárido (CCSA)¹, l'organisme d'exécution principal, ainsi qu'aux organismes de coexécution, à savoir l'Entreprise d'État d'assistance technique et de vulgarisation (EMATER), le Secrétariat à l'éducation (SEDUC) et le Secrétariat au travail et à la création d'entreprise (SETRE). Les demandes de retrait au titre du prêt du FIDA

¹ Bureau de la coordination du développement de la région semi-aride.

seront traitées par les signataires autorisés qu'aura désignés le gouvernement de l'État.

Modalités de supervision

6. Le projet sera supervisé directement par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Les dispositions de la section 4.08 a) ii) des Conditions générales ne seront pas applicables au présent accord, c'est-à-dire qu'à titre exceptionnel les dépenses indiquées au paragraphe 2 de l'annexe 2 de l'accord de financement du projet seront considérées comme des dépenses admissibles, nonobstant le fait qu'elles ne sont pas encourues au cours de la période d'exécution du projet.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du prêt du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) des audits indépendants seront effectués chaque année dans le respect des normes internationales d'audit et des directives du FIDA relatives à l'audit des projets; ii) le FIDA supervisera directement le projet et soutiendra sa mise en œuvre; et iii) des mécanismes transparents d'attribution des ressources aux bénéficiaires potentiels, y compris la participation d'institutions chevronnées et de représentants des bénéficiaires, seront mis en place, et des mesures destinées à prévenir le détournement par les élites seront prises.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Le projet couvrira les 89 municipalités de la région semi-aride de l'État de Piauí. Le groupe cible potentiel est composé d'environ 70 000 ménages ruraux pauvres, dont près de 40 000 vivent dans des conditions de pauvreté extrême. La plupart des personnes cibles sont de petits paysans qui exercent des activités agricoles et non agricoles pour assurer leur subsistance.

Méthode de ciblage

10. La stratégie de ciblage retenue pour le projet est conforme à la politique du FIDA en la matière et tient compte des enseignements dégagés lors de précédentes interventions. C'est pourquoi l'accent sera mis sur l'adoption de mesures appropriées pour que le projet puisse atteindre efficacement les groupes défavorisés tels que les femmes, les jeunes et les personnes d'origine africaine. La stratégie de ciblage comportera des mécanismes complémentaires pour la réalisation des différentes activités: i) une approche axée sur la demande intégrée à un processus d'autociblage; ii) une approche axée sur l'offre intégrée à un processus de ciblage sélectif reposant sur des critères d'admissibilité préétablis; et iii) le ciblage inclusif. Les approches axées sur la demande et l'offre seront suivies simultanément, dans le cadre de la mise en œuvre de la composante de développement productif et de l'enseignement technique, et le ciblage inclusif sera effectué dans le cadre des activités d'apprentissage.

Participation

11. La participation des bénéficiaires du projet sera assurée par plusieurs mécanismes: i) une analyse et un diagnostic participatifs des chaînes de valeur afin de faire ressortir les activités économiques potentielles; ii) des évaluations participatives effectuées par les bénéficiaires et le personnel du projet qui permettront d'ajuster les activités en fonction de l'expérience et des besoins; et iii) la participation de représentants des bénéficiaires au conseil consultatif du projet, au conseil d'administration du fonds d'investissement productif et aux ateliers annuels de planification du projet.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. L'objectif général du projet consiste à réduire les niveaux de pauvreté et de pauvreté extrême dans la population rurale – chez les hommes, les femmes et les jeunes – de la région semi-aride de l'État de Piauí. Le projet vise spécifiquement à augmenter les revenus agricoles et extra-agricoles, les perspectives d'emploi et les actifs productifs des ménages ruraux pauvres de cette région.
13. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) accroître la production agricole et non agricole des producteurs pauvres et leur assurer un meilleur accès aux marchés et aux chaînes de valeur en leur fournissant une assistance technique et des ressources financières adéquates et en renforçant leurs organisations sociales et productives; ii) renforcer la capacité de la population cible, surtout des jeunes, à accéder au marché du travail et à en tirer des revenus, en diffusant des connaissances spécifiquement liées à l'environnement semi-aride et en dispensant plus largement un enseignement professionnel et technique; et iii) renforcer la capacité des institutions rurales clés à élaborer des systèmes d'assistance technique et à mettre en œuvre des politiques de développement rural pour la région semi-aride.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Ainsi qu'il en a été fait mention ci-dessus, un des objectifs spécifiques consiste à renforcer la capacité des institutions rurales clés à élaborer des systèmes d'assistance technique et à mettre en œuvre des politiques de développement rural dans la région semi-aride. Selon le principe stratégique inhérent à cet objectif, les mesures de renforcement s'articuleront autour des organisations publiques et privées existantes, de manière à ce que la viabilité institutionnelle soit au nombre des principales retombées du projet.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Les objectifs et l'approche du projet respectent les politiques du FIDA et son Cadre stratégique 2007-2010. Le projet est tout particulièrement conforme en tous points au programme d'options stratégiques pour le pays élaboré en 2008, comme en témoignent ses principaux éléments: i) il couvre la région semi-aride; ii) le groupe cible est constitué des producteurs et des travailleurs agricoles et non agricoles pauvres vivant en milieu rural, une attention particulière étant accordée aux femmes, aux jeunes et aux personnes d'origine africaine; iii) l'axe productif vise à donner des possibilités d'emploi et de revenus agricoles et extra-agricoles; iv) l'axe agroécologique s'articule autour de la lutte contre la désertification, en complément de l'axe productif; v) l'axe institutionnel vise à renforcer les organisations de gouvernance territoriale et les systèmes de vulgarisation et d'assistance technique; et vi) le projet favorisera la gestion des savoirs liés à la vie en milieu semi-aride.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Les objectifs du projet cadrent parfaitement avec ceux du plan de développement stratégique de l'État de Piauí pour 2008-2011. Les composantes et les activités du projet sont alignées sur les actions prioritaires du plan associées au renforcement des chaînes de valeur, aux services d'assistance technique et de vulgarisation, au soutien à l'agriculture familiale, à l'enseignement professionnel, à la vie en milieu semi-aride et à la gestion durable des ressources naturelles.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Le projet proposé est structuré de manière à ce que les activités soient coordonnées directement ou indirectement avec celles de la quasi-totalité des grands acteurs du développement dans l'État de Piauí, ainsi qu'avec les programmes du gouvernement fédéral tels que le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF). Le projet coordonnera tout particulièrement ses actions avec celles du projet de réduction de la pauvreté rurale – Piauí, financé par la Banque mondiale.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comprend quatre composantes: i) développement social et humain (11% du coût de base); ii) développement productif (75%); iii) renforcement des institutions (2%); iv) unité de gestion du projet et S&E (12%).

Catégories de dépenses

19. Les catégories de dépenses sont au nombre de six: i) fonds de financement (54% du coût de base); ii) véhicules et équipements (2%); iii) formation (11%); iv) accords et contrats de services techniques (2%); v) salaires (25%); vi) dépenses de fonctionnement (6%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. Il s'agira : i) du Secrétariat à la planification (SEPLAN), l'agent principal du projet; ii) du CCSA, l'organisme d'exécution; iii) de l'EMATER, du SEDUC et du SETRE, les organismes de coexécution.
21. Le Conseil de la politique agricole et du développement rural de l'État de Piauí, qui a été créé par le gouvernement de l'État, assumera les fonctions de conseil consultatif du projet. Il est présidé par le Secrétaire au développement rural et est composé de représentants du secteur privé, d'organisations de la société civile et des secrétariats pertinents.

Responsabilités en matière d'exécution

22. Le CCSA hébergera l'unité de gestion du projet et sera chargé des opérations et de la gestion du projet, y compris l'établissement et la gestion des accords avec les organismes de coexécution et le suivi de leurs activités. À ce titre, le CCSA établira le plan de travail et budget annuel du projet, et présentera au FIDA et au gouvernement de l'État un compte rendu des activités et de la gestion comptable et financière du projet.
23. Le SEPLAN approuvera le plan de travail et budget annuel, examinera et autorisera les rapports officiels destinés au FIDA et aux autorités gouvernementales, et soutiendra l'articulation nécessaire des politiques au niveau du gouvernement fédéral, des municipalités et de l'État, ainsi qu'avec les homologues internationaux.

Rôle de l'assistance technique

24. Un des principaux objectifs du projet consiste à étayer les efforts actuellement déployés par le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État afin de renforcer le système public et privé d'assistance technique et de vulgarisation. Dans cette optique, le projet assurera aux producteurs ruraux pauvres des services visant avant tout: i) à améliorer la productivité des producteurs de produits primaires et transformés agricoles et non agricoles; ii) à renforcer les capacités organisationnelles et de gestion des organisations de producteurs; et iii) à renforcer la capacité de commercialisation de ces organisations. Le projet accordera une très grande importance au renforcement institutionnel et au développement des capacités des organisations de producteurs et de leurs membres afin que les activités soient viables une fois le projet achevé.

Situation des principaux accords d'exécution

25. Le CCSA conclura des accords avec l'EMATER, le SEDUC et le SETRE qui, en leur qualité d'organismes de coexécution, recevront des ressources pour réaliser les activités du projet dans leur domaine opérationnel respectif. Des accords et/ou des contrats axés sur les résultats seront également passés avec d'autres programmes, organismes et acteurs du développement, par exemple des universités, des organisations centrales de producteurs et des organisations de la société civile, tout particulièrement pour la prestation de services d'assistance technique et de vulgarisation.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

26. Le coût total du projet est de 39,14 millions d'USD sur une période de sept ans. Il sera financé par le FIDA (51%), l'État de Piauí (25%), le PRONAF (7%) et les bénéficiaires (17%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

27. Des estimations provisoires montrent que: i) environ 22 000 petits agriculteurs bénéficieraient directement des services d'assistance technique; ii) sur ce nombre, quelque 18 000 tireraient également parti du financement d'investissements au niveau des exploitations, dont approximativement 8 500 qui bénéficieraient du financement de 110 installations agroalimentaires collectives et 2 500, d'une assistance technique et d'investissements pour la création de petits vergers irrigués; iii) environ 1 000 bénéficiaires recevraient une assistance technique et un financement pour créer des entreprises d'artisanat et de petites entreprises rurales; iv) plus de 12 000 enfants participeraient au programme d'"apprentissage contextualisé", car quelque 1 500 enseignants suivraient une formation dans ce domaine; et v) approximativement 5 740 jeunes, dont au moins 60% seraient des femmes, suivraient une formation technique et en matière de création d'entreprise.
28. On estime à environ 13 300 le nombre de femmes qui bénéficieraient de la composante de développement productif: 3 300 d'entre elles bénéficieraient directement de l'assistance technique et du financement de l'artisanat et des activités agroalimentaires et 10 000 obtiendraient un soutien de par leur appartenance aux ménages ruraux ciblés, surtout dans les chaînes de valeur de l'apiculture et de la culture de l'anacarde.

Viabilité économique et financière

29. Dix modèles représentant les systèmes agricoles et les activités rurales non agricoles ont été élaborés en tenant compte des caractéristiques agroécologiques et du potentiel économique de la zone du projet. Sur cette base, le taux de rendement économique est estimé à 26,0%, et la valeur actualisée nette à 58,0 millions d'USD, avec un coût de substitution du capital de 4,2%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

30. Les unités de communication et de S&E du projet collaboreront afin d'élaborer une stratégie de communication et de gestion des savoirs, puisque le projet offre des possibilités de partage des savoirs et de maillage au niveau régional et international. Conformément au COSOP, le projet favorisera les échanges entre les opérations du FIDA, les projets financés par d'autres bailleurs de fonds, les programmes nationaux, les institutions régionales et d'autres acteurs du développement rural du nord-est, tout particulièrement de la région semi-aride. Le CCSA organisera des événements et des activités consacrés spécifiquement au partage des savoirs, par exemple des visites d'échanges et des visites sur le terrain, la réalisation d'études de cas, la systématisation des expériences, la création de consortiums thématiques et/ou territoriaux et la production de documents de communication spécialisés. Le personnel de projet rattaché aux bureaux locaux encouragera le dialogue et les échanges d'informations au niveau local avec les organisations de producteurs et d'autres intervenants.

Innovations en matière de développement

31. Les principaux aspects innovateurs du projet sont: i) la reconnaissance des processus de migration inévitables et l'affectation de ressources à l'enseignement technique visant à mieux préparer les jeunes aux marchés du travail; ii) le renforcement des activités rurales productives axées sur le marché suivant l'approche des chaînes de valeur, par opposition à l'approche suivie pour les projets réalisés précédemment dans le nord-est qui consistait à privilégier les infrastructures

sociales et de base; et iii) l'assistance technique alliée au financement des investissements sous forme de dons et à l'utilisation des facilités de crédit à court terme existantes.

Approche d'élargissement

32. Les interventions seront graduelles, suivant les différentes chaînes de valeur, et les opérations seront progressivement ajustées et élargies en fonction des résultats obtenus. L'approche proposée pour le projet peut être reproduite et appliquée à plus grande échelle dans d'autres territoires de l'État de Piauí et dans d'autres États du nord-est ayant sensiblement les mêmes potentiels et contraintes. On s'emploiera tout particulièrement à promouvoir les activités de partage des savoirs avec d'autres projets financés par le FIDA afin de reproduire les réussites à plus grande échelle.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

33. Le projet comporte trois grands risques: i) des sécheresses plus marquées que d'ordinaire; ii) des contraintes institutionnelles et administratives à l'exécution du projet; et iii) la faiblesse des marchés. Les mesures d'atténuation prévues comprennent, respectivement: i) l'assistance technique et les investissements au niveau des exploitations visant à assurer une saine gestion des ressources hydriques destinées à l'irrigation et à la consommation humaine et animale; ii) la supervision directe du FIDA, la formation adéquate du personnel du CCSA et des organismes de coexécution et l'affectation d'un conseiller technique chevronné durant les deux premières années de l'exécution du projet; et iii) l'élaboration de plans d'affaires – y compris d'évaluations du marché préalables à l'investissement – et le renforcement des capacités de commercialisation des organisations de producteurs.

Classification environnementale

34. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il est peu probable qu'il ait un effet préjudiciable important sur l'environnement.

K. Durabilité

35. Le projet proposé repose sur un cadre institutionnel existant et se veut un outil qui complète et renforce les politiques et les programmes en vigueur qui continueront d'être mis en œuvre par les organisations publiques et privées permanentes lorsqu'il sera terminé. La viabilité une fois le projet achevé sera également assurée par la création d'associations locales autonomes.
36. Le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État accordent beaucoup d'importance au financement d'investissements productifs à moyen et à long terme, ainsi qu'à l'assistance technique aux producteurs ruraux pauvres – surtout dans la région semi-aride du nord-est – afin de réduire la pauvreté et de stimuler la croissance économique. Par conséquent, le financement à moyen et à long terme qui sera mis à la disposition des producteurs pauvres est tributaire de la volonté de ces deux paliers de gouvernement de continuer à soutenir l'agriculture familiale en affectant à cette dernière des ressources financières et en renforçant les systèmes d'assistance technique et de vulgarisation.

II. Instruments juridiques et autorité

37. Un accord de financement entre l'État de Piauí de la République fédérative du Brésil et le FIDA et un accord distinct entre la République fédérative du Brésil et le FIDA constituent l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.

38. L'État de Piauí de la République fédérative du Brésil est habilité, en vertu des lois du pays, à recevoir un financement du FIDA, et la République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de ses lois, à garantir le prêt.
39. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à l'État de Piauí de la République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à douze millions sept cent soixante-dix mille neuf cent trois droits de tirage spéciaux (12 770 903 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Semi Arid Sustainable Development Project in the State of Piauí (Programa de Desenvolvimento Sustentável no Semi-Árido – Viva o Semiárido no Estado de Piauí)"

(Negotiations concluded on 11 February 2010)

Loan Number: _____

Project Title: Semi Arid Sustainable Development Project in the State of Piauí (Viva o Semi-Árido) (the "Project") (*"Programa de Desenvolvimento Sustentável no Semi-Árido – Viva o Semiárido no Estado de Piauí"*)

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

And

The State of Piauí (the "Borrower") of the Federative Republic of Brazil (each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.
4. The Loan is to be guaranteed by the Federative Republic of Brazil (the "Guarantor") on terms and conditions set forth in an agreement, of even date, to be entered into by the Fund and the Federative Republic of Brazil (the "Guarantee Agreement");

Section B

1. The amount of the Loan is twelve million seven-hundred-seventy thousand and nine-hundred and three Special Drawings Rights (SDR 12 770 903).
2. The Loan is granted on ordinary terms, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled (Section D 2 below). The Borrower shall repay the principal amount of the Loan in 30 equal semi-annual consecutive installments; the final installment may vary due to rounding.
3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st January.
5. The Loan shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate.
6. Payments of principal and interest shall be each 15 May and 15 November.
7. There shall be a Project Account for the benefit of the Project, where Loan proceeds and counterpart resources shall be allocated, in the name of the Project Executing Agency *Coordenadoria de Convivência com o Semi-Árido* (CCSA) in a Bank acceptable by the Fund.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately USD 9 671 000 (including taxes); out of this amount, up to USD 400 000, totally financed by the Borrower and not reimbursed from the loan, will be incurred before the entry into force of the Loan for the following expenses: Equipment, vehicles, courses and workshops, divulgation materials, technical assistance services, studies, salaries and operation expenses.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the *Secretaria de Estado do Planejamento* (SEPLAN) and the Executing Agency shall be the *Coordenadoria de Convivência com o Semi-Árido* (CCSA).
2. The following, *inter alia*, are designated as additional Project Parties: *Secretaria de Estado da Educação e Cultura* (SEDUC), *Secretaria de Estado do Trabalho e Empreendedorismo* (SETRE) and *Instituto de Assistência Técnica e Extensão Rural do Estado do Piauí* (EMATER-Piauí).
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be established as specified in the general conditions.

Section D

The Loan will be administered and the Project will be supervised by IFAD.

Section E

The following provisions of the General Conditions shall not apply to this agreement: as an exception to section 4.08 (a)(ii) the expenses set out in paragraph 2 of Schedule 2 shall be considered Eligible Expenditures notwithstanding the fact that they are not incurred during the Project Implementation Period.

Section F

1. The following is designated as additional ground for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan: The Project Implementation Manual, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measure to remedy the situation.

2. (i) The following are designated as additional (general) conditions precedent to withdrawal:

- (a) the Guarantee Agreement shall have been duly signed, and the signature and performance thereof by the Guarantor shall have been duly authorised and ratified by all necessary administrative and governmental action;
- (b) the IFAD no objection to the final version of the Project Implementation Manual shall have been obtained;
- (c) the IFAD no objection to the establishment of the Project Management Unit (PMU)/CCSA shall have been obtained;
- (d) the Designated Account and one or more Project Accounts shall have been opened; and
- (e) the flow of funds and management financial procedures shall have been defined.

2. (ii) The following is designated as additional (specific) condition precedent to withdrawal in respect of expenditures under the Project Investment Fund category: the IFAD no objection to the Productive Investment Facility (PIF – *Conta de Investimentos Produtivos*) regulations and the IFAD no objection to the establishment and composition of the PIF Executive committee shall have been obtained.

3. Any amendment to this Agreement shall be granted only if the Guarantor communicates to the Fund its concurrence to such amendment.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund: The President of IFAD International Fund for Agricultural Development Via Paolo di Dono 44 00142 Rome, Italy	For the Borrower: Governor do Estado do Piauí Av. Antonio Freire 1450 - Centro – CEP 64001 Teresina PI
--	--

Copies to:

SEAIN – Secretaria de Assuntos Internacionais do
Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão
Esplanada dos Ministérios – Bloco K – 5º Andar
Brasília – DF 70040-906
Brasil

Facsimile Number: + (5561) – 2020-5006

Coordinadoria de Convivencia com o Semi-Árido

Secretaria de Planejamento do Estado de Piauí

Secretaria de Fazenda do Estado de Piauí

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund
(insert name and title)

For the Borrower
(insert name and title)

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project's target population is constituted by approximately 75 000 rural households living under poverty conditions in the following 4 territories in the State of Piauí: *Vale do Sambito, Vale do Rio Guaribas, Vale do Rio Canindé and Serra da Capivara* (the "Project Area"). Within this target population, the direct beneficiaries are estimated at 22 000 poor rural households.
2. *Goal.* The Project *overall goal* is to contribute to reduce poverty and extreme poverty levels of the rural population – men, women and youth – living in the semi-arid region of Piauí. The *purpose* of the Project is to improve the farm and off-farm income, employment opportunities and productive assets of the poor rural households living in semi-arid region of Piauí.
3. *Objectives.* The specific objectives of the Project are: (a) Improve poor producers' agricultural and non agricultural production and access to market and value chain, by providing them adequate technical assistance and financial resources, and strengthening their social and productive organizations; (b) Strengthen target population's capacities, particularly to the young, to generate income and access to labour markets, through the dissemination of specific semi-arid environment related knowledge as well as the promotion of vocational and technical education; (c) Strengthen key rural institutions' capacities to develop technical assistance systems and design and implement rural development policies in the semi-arid region.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (1) Productive development; (2) Social and human development; (3) Institutional strengthening; and (4) Project Management Unit and Monitoring and Evaluation System.

Component 1: Productive Development

5. The objective of this component is to improve poor producers' -agricultural and non agricultural- production, and access to market and value chain, by providing them adequate technical assistance, access to productive assets and financial resources, and strengthening their social and productive organizations. The activities will mainly consist in: (a) integrated support to the sustainable participation of small producers in specific production chains including support to farm production, processing and marketing; (b) Promotion of a wide use of sustainable technologies adapted to the semi-arid, including agro-forestry systems, small irrigated orchards and improved water conservation systems for individual or community use; and (c) Support to agriculture and non-agriculture associative businesses and micro-enterprises of target group members.

5.1. *Organization and promotion of beneficiaries' groups and associations.* This subcomponent aims at fostering collective action of producers' groups and community organizations so as them to access to goods and services that they would not access individually. It will strengthen producers' groups and community organizations' capacities related to economic and social management, rural development planning, project formulation, management of collective assets, accounting, administrative and legal information and leadership, among others. This sub-component will be implemented by the *Instituto de Assistência Técnica e Extensão Rural do Estado do Piauí* (EMATER-Piauí).

5.2. *Technical assistance, extension services and training.* The Project will finance the provision of technical assistance and extension services, focusing on the following issues:

- (a) Improving productivity of both primary and processed agricultural and non-agricultural production by transferring and diffusing enhanced techniques and technologies, especially those adapted to the semi-arid conditions. It will particularly strengthen the knowledge transfer from the research centres to the technical assistance organizations;
- (b) Improving organizational and management capacities of producers' groups, including associative governance, co-operative business management, accounting and financial management;
- (c) Improving marketing capacities of producers' organizations including:
 - (i) market intelligence to identify market opportunities and define penetration strategy;
 - (ii) negotiation and management of input and output marketing contract;
 - (iii) management of market-oriented supply chain (including standards and quality requirements, product packaging, etc.);
 - (iv) management and dissemination of market information, and (v) promotion and advertisement, etc.

This sub-component will be implemented by the Instituto de Assistência Técnica e Extensão Rural do Estado do Piauí (EMATER-Piauí).

5.3. *Financing of productive investments.* The producers will require investments as well as adequate processing and marketing facilities. The subcomponent will finance these investments on a grant basis. This will include, *inter alia*, the financing of farm level investments (such as small goat and sheep breeding infrastructures, new settlement or rehabilitation of plantations, irrigation material, small dams, etc.), as well as small processing plants and other facilities (such as "casas do mel", cajuina plants, slaughterhouses, etc.). Both financing of on-farm and collective investments will be channelled through producers' organizations which will be supported by the local development agents, extensionists and other service providers in organizing participatory diagnosis workshops to identify the key aspects of the economic opportunities. The producers' groups will then be supported in designing "business plans".

Productive Investment Facility (PIF - Conta de Investimentos Produtivos). The financial resources to be allocated to producers' organizations will be channelled through a Productive Investment Facility (PIF - *Conta de Investimentos Produtivos*). *Coordenadoria de Convivência com o Semi-Árido (CCSA).*

It will be managed by the PMU and will count with an Executive Committee that will assess and approve and/or reject investment proposals above a threshold to be established in the Project Implementation Manual (PIM).

5.4. *Access to short-term credit.* The implementation of improved technologies for the different activities may need additional resources for financing incremental operative costs. The project will support, through technical assistance activities and partnerships, the links with providers of financial resources in order to facilitate producers' access to short-term credit.

Component 2: Social and Human Development

6. This component will support youngsters in gaining new skills and developing small farm and off-farm businesses by supporting and expanding the access to semi-arid environment related knowledge, as well as vocational and technical education.

6.1. *Semi-arid-Contextualized Education*. The subcomponent will support the generation and diffusion of the semi arid knowledge in rural and agro-technical schools, as well as producers' organizations. The subcomponent will be implemented by SEDUC.

6.2. *Vocational education and technical training of rural youngsters*. It will support the insertion of youngsters, particularly women and Quilombolas, in rural and non-rural labour market and generation of small rural businesses linked to the value-chain of the semi-arid region. SETRE will be responsible for executing this sub-component.

6.3. *Communication and dissemination*. This sub-component will carry out several activities of communication and dissemination of knowledge on the semi-arid thematic including technical, productive, economic and cultural issues and activities. It will be implemented by the CCSA.

Component 3: Institutional Strengthening

7. The component aims at strengthening CCSA and other key institutions related to technical assistance systems, technical training and education for the development of the project area. Beside the different training for institutional development foreseen under the other components, several studies and short-term consultancies would be financed in order to: (a) strengthen key capacities of the executing (CCSA) and co-executing agencies to support different management systems and ensure a proper project implementation, (b) allow the exchange of experiences between different IFAD funded projects in the state and in the country. The CCSA will implement this component

Component 4: Project Management Unit and M&E System

8. The Project will finance the establishment and operations of the Project Management Unit (PMU) within the CCSA; in addition to the central office located in the CCSA, the PMU will also include five regional offices located in the Project Area. The Project will also finance the implementation of the Monitoring and Evaluation System, which will be linked to the Evaluation System of the Government of Piauí, currently managed by SEPLAN.

II. Implementation Arrangements

The Lead Project Agency

1. The State Secretariat of Planning (SEPLAN) of the Borrower, in its capacity as Lead Project Agency, shall have overall responsibility of the Project. SEPLAN will not be in charge of the day-to-day Project implementation, which will rely on the Project Executing Agency *Coordenadoria de Convivência com o Semi-Árido* (CCSA). SEPLAN will be responsible for the approval of Annual Working Plan and Budgets, the approval of Project Activities Reports, and will also support the necessary articulations of the Project at political level with the federal, state and municipal public sectors, as well as with international counterparts. SEPLAN will not be in charge of the day-to-day Project implementation.

The Project Management Unit (PMU)

2. The Project Management Unit (PMU) will be formally established within the CCSA. The PMU will centralize the Project management operations which include, among other

tasks, planning, monitoring, transferring resources to co-executing agencies and responsible for the preparation of reports concerning Project activities.

3. The PMU shall include a Project Director, a Senior Technical Advisor for, at least, the first two years of the Project execution, an Administration and Financial Manager, an Administration Officer, a Financial Officer and a Legal Advisor. In the technical area, the PMU will have a Productive Development Component Coordinator, a Social and Human Development Component Coordinator, a Monitoring and Evaluation Coordinator and five Regional Project Coordinators, as detailed in the Implementation Manual of the Project.

4. The Project Director and the staff of the PMU will be selected following a selection process agreed with the Fund, and will be appointed by the *Coordenadoria de Convivência com o Semi-Árido (CCSA)*. The terms of reference and the professional requirements for the Project Director and the PMU staff will be agreed upon with the Fund.

Regional Offices

5. The CCSA will establish five Regional Offices located in the Project Area (i.e. one in *Vale do Sambito*; two in *Vale do Rio Guaribas*; one in *Vale do Rio Canindé* and one in *Serra da Capivara*). These offices will have the main responsibility of the Project implementation in the field and will be coordinated by a Regional Project Coordinator to be contracted by the CCSA.

6. Each regional office will consist at least of: (a) a Regional Project Coordinator who will be part of the PMU, (b) an Agronomist and an Agricultural Extensionist from EMATER, (c) an Education Technician from SEDUC; and (d) a Professional Education Technician from SETRE. These offices will operate at local level and closely co-ordinate with the local EMATER offices, under the supervision of the Project Director. These regional offices will maintain a close articulation with the territorial councils supported by the state and federal government, so as to ensure a close collaboration and articulation with the local governing bodies, civil society organizations and development stakeholders. The participation of all the co-executing agencies in these offices aims to ensure a day-to-day coordination among them. Each co-executing agency will appoint technicians whose professional profile matches with the project requirement.

The Project Consultative Council (PCC)

7. The existing Piauí's Agricultural Policy and Rural Development Council, established by the State Government, will play the role of Project Consultative Council and will carry out strictly "consultative functions" on the Project implementation activities. The PCC will review and make suggestions to the proposed Annual Working Plan and Budget, and comment the Implementation Reports. The Project Director will provide the PCC with all relevant information.

8. The composition of the Agricultural Policy and Rural Development Council is already defined. It is chaired by the State Secretary of Rural Development and composed by representatives of private sector, civil society organizations all relevant line Secretariats, as well as other public and private stakeholders.

The Productive Investment Facility (PIF – *Conta de Investimentos Produtivos*)

9. The management of the PIF, for the Productive Development component, will be carried out under specific rules and procedures to be formalised in PIF Regulations included in the Project Implementation Manual. The PIF will establish an Executive

Committee chaired by the Secretary of Rural Development. Its main functions will be those of reviewing, appraising and approving or rejecting the financing of proposed investments for project beneficiaries. The Project Director will be the technical secretary for this entity.

Co-executing agencies

10. The co-executive agencies will be the *Secretaria de Estado da Educação e Cultura* (SEDUC), *Secretaria de Estado do Trabalho e Empreendedorismo* (SETRE) and the *Instituto de Assistência Técnica e Extensão Rural do Estado do Piauí* (EMATER-Piauí). The general responsibilities of each co-executing agencies were defined in the description of the components and sub-components above. The co-executing agencies will be part of a working group coordinated by the CCSA. Additional details about the responsibilities of each co-executing agency and the activities to be carried out by the working group will be included in the PIM.

11. The participation of the co-executing agencies will be carried out under specific **Implementation Agreements** concluded between the PMU with each co-executing agency. These agreements will establish the program of work of each co-executing agency, the goals to be achieved, the amount of resources to be transferred from the Project to each co-executing agency and the amount to be contributed by each agency. In the framework of these agreements, each co-executing agency will prepare and agree with the PMU an annual program of work. All the implementation arrangements mentioned above will be detailed in the Project Implementation Manual.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category of expenses	Amount Assigned of the Loan (in SDR)	% of eligible expenses to be financed by IFAD
I. Equipment and Vehicles	455 000	83% of total expenditure or 100% net of taxes
II. Training - Courses and Workshops	1 580 000	77% of total expenditures
III. Agreements and Contracts for Technical Services		
a) Technical Assistance, Audits and Studies and Agreements with Public Institutions	330 000	80% of total expenditures
IV. Financial Funds		
a) Farm and Rural Micro Enterprises Investment Facility	4 364 000	83% of total expenditures
b) Agri-processing Investment Facility	1 120 000	83% of total expenditures
V. Recurrent Costs		
a) Salaries for Extensionists and Local Development Agents (ADL)	3 240 000	100% of total expenditures
b) Operating costs	400 000	46% of total expenditures
VI. Unallocated	1 281 903	
Total	12 770 903	

In the table above "total expenditures" include the contributions of the Borrower and IFAD.

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Equipment and vehicles for the PMU and for the co-executing agencies. Include equipment and vehicles like motorcycles, pick ups, sedan vehicles, computers, printers, telephones, photocopiers, scanners, TVs, chicken incubators (for SEDUC), office furniture and other office equipment.
- (ii) Training. Include courses and workshops for PMU staff, co-executing agencies, services providers and project beneficiaries. Divulcation material is excluded.

(iii) Agreements and contracts for technical services. Include agreements and contracts for the provision of technical assistance services, audits, studies and an agreement with the Secretary of Planning for the project external evaluation.

(iv) Financial funds include:

- a. Farm and Rural Micro Enterprises investment fund: no refundable investments in small farms and family enterprises, including plantations, equipment, productive assets, improvements in infrastructure and other investments directly related to the productive activities to be supported by the project.
- b. Agri-processing Investment Fund: no refundable investments in agro industry, mainly infrastructure and equipment.

(v) Recurrent costs.

- a. Salaries, social security and benefits for extensionists and Local Development Agents (ADL). Excludes salaries for PMU staff and co-executing Agencies.
- b. Operating costs: maintenance of equipment and vehicles, insurances, rentals, and office miscellaneous. Exclude gasoline, oil and electricity.

2. Retroactive Financing. The Loan shall retroactively finance up to USD 300 000 for the following maximum amounts by category of expenditures incurred for eligible expenditures as of 1st of May 2010:

Category I: Equipment and Vehicles: up to USD 170 000

Category II: Training: up to USD 50 000

Category III: Agreements and Contracts for Technical Services: up to USD 50 000

Category V (b): Operating costs: up to USD 30 000

GUARANTEE AGREEMENT

[Loan Number: _____]

Project Title: Semi-Arid Sustainable Development Project in the State of Piauí (Viva o Semi-Árido) (the "Project") ("*Programa de Desenvolvimento Sustentável do Semi-Árido – Viva o Semi-Árido no Estado do Piauí*").

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Federative Republic of Brazil (the "Guarantor")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively constitute an integral part of this Agreement: this document, the Project Financing Agreement (the "Financing Agreement") of even date herewith between the Fund and The State of Piauí of the Federative Republic of Brazil (the "Borrower"), and the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions"). For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions and the Financing Agreement have the respective meanings set forth therein.

2. By the Financing Agreement the Fund has agreed to extend to the Borrower a loan of twelve million seven-hundred-seventy thousand and nine-hundred and three Special Drawings Rights (SDR 12 770 903) on the terms and conditions set forth in the Financing Agreement, but only on condition that the Guarantor agrees to guarantee the payment obligations of the Borrower in respect of such Loan as provided in this Agreement;

3. The Guarantor, in consideration of the Fund's entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed so to guarantee such payment obligations of the Borrower, and agrees to remain fully bound until full payment of such obligations, provided that the borrower has previously obtained approval of the Guarantor to any modifications or amendments to the "Financing Agreement".

4. The Guarantor hereby unconditionally guarantees, as primary obligor and not as surety merely, the due and punctual payment of the principal of, and the payment of interest and other charges on, the Loan due under the Financing Agreement.

Section B

1. In the event of default by the borrower, the Fund shall not be required to exhaust its remedies as against the borrower prior to enforcing its rights against the guarantor.

Section C

1. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

<p>For the Fund:</p> <p>The President of IFAD International Fund for Agricultural Development Via Paolo di Dono 44 00142 Rome, Italy</p>	<p>For the Guarantor:</p> <p>Procurador da Fazenda Nacional Procuradoria Geral da Fazenda Nacional, Ministerio da Fazenda Esplanada dos Ministerios, Bloco P, 8° Andar, 70048-900 Brasilia DF, Brasil, Fax (55-61) 3412-1740</p>
--	--

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Guarantor.

For the Fund
(insert name and title)

For the Guarantor
(insert name and title)

Key reference documents

Country reference documents

Strategic State Development Plan 2008-11 of the State of Piauí

Sustainable Rural Development Territorial Plans of the State of Piauí

Carta Consulta approved by the Federative Government of Brazil: *Programa de Desenvolvimento Sustentavel do Piauí: Viva o Semi-Arido*. May 2008.

IFAD reference documents

Project design document and key files

Results-based COSOP 2008

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Logical framework

Narrative	Indicators (RIMS indicators in italics)	Means of Verification	Assumptions and Risks
Goal Poor rural households living in semi-arid region of Piauí reduced poverty levels	<ul style="list-style-type: none"> 20% of households with improvements in household assets ownership index 10% reduction in the prevalence of child malnutrition, by gender (h/a, w/a, w/h) * 	<ul style="list-style-type: none"> Project Baseline Survey Mid-term/final results and impact evaluation National statistical data (IBGE) 	
General objective Poor rural households living in semi-arid region of Piauí sustainably improved their income, employment opportunities and productive assets	22000 poor rural households directly benefited from project services <ul style="list-style-type: none"> At least 75% of beneficiary households increase their average farm and off-farm income by 20% 18% annual increase in volumes and sales of marketed products supported by the project At least 33% increase in net revenues of the small agricultural and non-agricultural businesses 80% small-scale agricultural and non-agricultural businesses supported by the project operate profitably after three years 7 100 new jobs created by the economic activities supported by the project Rural extension institutions are able to attend the 22000 beneficiary households At least 5 systematized development experiences are replicated and/or up-scaled 	<ul style="list-style-type: none"> Project Baseline Survey Mid-term/final results and impact evaluation National statistical data (IBGE) Specific studies of economic local activities Systematization of experiences/case studies Beneficiaries' participatory evaluations Local business register SETRE employment information system Policy and strategy documents produced 	<ul style="list-style-type: none"> Droughts Access to land and regularisation of tenancy continue to be facilitated by Government policies Basic and social infrastructure would continue to be provided by the GOB Targeted markets stable and likely to absorb incremental production
Component 1: Productive development			
Output 1. Beneficiary small producers supported to strengthen their organizations to improve their access to markets and participation in value chain Output 2. Beneficiary small producers access to technical assistance and financial resources to improve their agricultural and non-agricultural production	<ul style="list-style-type: none"> At least 500 producers' organizations strengthened or created 22000 producers (40% are women) trained in agricultural and non agricultural production techniques (disaggregated by production and gender) 18 000 producers received technical assistance and financial resources for individual productive investments (US\$15.6 million) 8 500 producers received technical assistance and financial resources (US\$2.6 million) to create 112 agroprocessing plants 1000 small-scale non-agricultural businesses (handcrafts) received technical assistance and financial resources investments 3 3000 women benefited by the small-scale agricultural (2800) and non-agricultural businesses (500) 18 000 producers have access to financial services for short-term credit from PRONAF or other financial institutions (US\$2.8 million) 21 extensionists and 326 local development agent operational 3 apex bodies supported to strengthen their own technical assistance and extension system 	<ul style="list-style-type: none"> Mid-term and final evaluation Project's MIS and AWPB Technical partners' reports and M&E system Surveys to producers' organizations Beneficiaries' participatory evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> Droughts Present policies to rehabilitate public extension services maintained Access to land and regularisation of tenancy continue to be facilitated by Government policies Targeted markets stable and likely to absorb incremental production
Component 2. Human and social development			
Output 3. Young people, especially children, have access to specific knowledge related to semi-arid environment Output 4. Beneficiaries, especially young people, benefited from technical qualification for better insertion in labour market	<ul style="list-style-type: none"> 1500 teachers trained with and applying specific semiarid-related knowledge 12000 children in 100 rural schools attended with actions of diffusion and production of semi-arid adapted technologies and knowledge 64 orchards ("Sistema PAIS") set up in 64 rural schools 300 youngsters (50% are women) received research scholarships to produce semi-arid adapted technologies and knowledge related to value chains 980 youngsters received scholarships to study in agro-technical schools 960 youngsters trained and selected to incubate small rural businesses 3500 people receiving vocational training (50% are women) Communication activities on productive, technical and social issues are undertaken 1 Worker Support Centre set up 	<ul style="list-style-type: none"> Mid-term and final evaluation Project's MIS and AWPB Technical partners' reports and M&E system Systematization and case studies reports Beneficiaries' evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> Changes in Government might imply staff turn-over Lack of experience of present CCSA technical teams
Component 3. Institutional strengthening			
Output 5. Rural institutions supported to strengthen their capacities regarding provision of technical assistance and implementation of rural development policies in the semi-arid region	<ul style="list-style-type: none"> 100 government official and staff trained in participative methodologies for identification, formulation and supporting associative productive projects The institutions involved in project execution implement participative methodologies for identification, formulation and supporting associative productive projects 4 thematic and/or consortiums fostered 6 consortiums workshops organized 16 development experiences are systematized 9 case studies are undertaken 	<ul style="list-style-type: none"> Project's MIS and AWPB Technical partners' reports and M&E system Systematization and case studies reports Beneficiaries' participatory evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> Local governance and fostering of local participation policies and legislation would be maintained
Component 3. Project management, monitoring and evaluation			
Output 6. Effective project management unit established and operational	<ul style="list-style-type: none"> Each Regional Office is composed by 2 technicians from CCSA, 2 from EMATER, 1 from SETRE and 1 from SEDUC Supervision mission rate project technical and financial management as satisfactory 70% of interventions/activities effectively implemented as planned in AWPB 50% of project staff are women Project MIS and M&E system operational (baseline survey, RIMS, participatory evaluations, etc) 	<ul style="list-style-type: none"> Project's MIS and AWPB Audit reports Supervision reports Technical partners' reports and M&E system 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of experience of present CCSA technical teams Changes in Government might imply staff turn-over

2